

**Le Grand Conseil
du canton de Berne**

**Der Grosse Rat
des Kantons Bern**

Mercredi (après-midi) 19 novembre 2014

Direction de l'instruction publique

34 2014.RRGR.665 Motion 139-2014 Hess (Berne, UDC) Enseignement en dialecte à l'école enfantine

N° de l'intervention: 139-2014
Type d'intervention: Motion
Déposée le: 11.06.2014
Déposée par: Hess (Berne, UDC) (porte-parole)
Cosignataires: 8
N° d'ACE: 1116/2014 du 10 septembre 2014
Direction: INS

Enseignement en dialecte à l'école enfantine

Le Conseil-exécutif est chargé de procéder aux modifications législatives nécessaires pour que l'enseignement soit dispensé en dialecte au cycle élémentaire, soit à l'école enfantine et en première et deuxième année de la *Basisstufe*.

Développement

En Suisse, le dialecte fait partie de la culture et de l'identité. Il est dès lors important que les enfants y soient confrontés dès leur plus jeune âge. Du fait de la forte immigration, dans bien des familles, on ne parle plus le dialecte. Les enfants de ces familles-là devraient pouvoir faire l'expérience du dialecte le plus tôt possible.

Le bernois devrait être la principale langue parlée à l'école enfantine dans la partie germanophone du canton. En introduisant le dialecte à l'école enfantine, on contribue à la promotion de la culture helvétique. Ce qui correspond d'ailleurs à un besoin partout en Suisse. Une initiative populaire allant dans ce sens a été adoptée dans le canton d'Argovie à la mi-mai. Même scénario dans le canton de Zurich il y a deux ans. Autant de décisions qui montrent bien à quel point il est important de préserver le suisse allemand comme langue d'expression des tout-petits. Dès leur plus jeune âge, les enfants doivent entrer en contact avec le dialecte, notre langue maternelle. Ils auront bien le temps d'apprendre l'allemand standard à l'école. Laissons leur enfance aux tout-petits, tout ou moins à l'école enfantine !

Introduire une langue supplémentaire, l'allemand standard, à l'école enfantine est source de déstabilisation linguistique ; c'est aussi une grave atteinte à notre patrimoine. L'utilité pédagogique de l'allemand standard à l'école enfantine est donc plus que douteuse. Les enfants et les adolescents ont le droit de pouvoir s'exprimer authentiquement dans notre langue maternelle.

Réponse du Conseil-exécutif

L'auteur de la motion demande que la loi du 19 mars 1992 sur l'école obligatoire (LEO) soit modifiée afin que « l'enseignement soit dispensé en dialecte au cycle élémentaire, soit à l'école enfantine et en première et deuxième années de la Basisstufe ».

La LEO règle au niveau supérieur la question de la langue d'enseignement en faisant référence aux langues officielles du canton de Berne. L'article 9a LEO prévoit que la langue d'enseignement est l'allemand dans la partie germanophone du canton et le français dans la partie francophone. Les dispositions d'exécution en la matière ainsi que celles relatives aux objectifs à atteindre figurent dans le Plan d'études de l'école obligatoire (Lehrplan Volksschule), le Plan d'études romand et le Plan d'études pour les écoles enfantines de la partie germanophone du canton de Berne (Lehrplan Kindergarten für den deutschsprachigen Teil des Kantons Bern).

Usage du dialecte à l'école enfantine

Dans les écoles enfantines de la partie germanophone du canton, c'est le plan d'études de l'école enfantine, entré en vigueur en 2001, qui est déterminant. A l'époque de son élaboration, l'emploi du dialecte était incontesté, ce qui par ailleurs est encore le cas aujourd'hui. Les objectifs visant à encourager l'apprentissage de la langue y sont formulés sans mentionner spécifiquement l'utilisation du dialecte ou de l'allemand standard. Le plan d'études part toutefois de l'idée que c'est le dialecte qui est utilisé comme langue d'enseignement à l'école enfantine.

Le dialecte occupe une place importante dans les écoles enfantines de la partie germanophone du canton, étant donné qu'il y est plus employé que l'allemand standard. Il existe un vaste éventail de chants, de poésies, d'histoires et de livres illustrés qui servent à cultiver et à encourager le dialecte et qui permettent aux enfants d'apprendre à s'exprimer de manière adéquate dans cette langue. En fonction du niveau de développement de ces derniers, les enseignants et enseignantes d'école enfantine les amènent ainsi à s'exprimer en dialecte. Les enfants apprennent par ce biais à appliquer les règles du langage courant avec plus d'assurance.

Il n'est cependant pas interdit d'utiliser l'allemand standard à l'école enfantine. Encourager les compétences linguistiques des enfants dès leur plus jeune âge est bénéfique sous bien des aspects, notamment parce que la maîtrise de l'allemand standard est un gage de réussite de la scolarité. Les enfants sont en outre très ouverts et curieux sur le plan linguistique (allemand standard et dialecte). Ils abordent en effet les langues de manière ludique et expérimentent les sons et les mots. Ils n'ont pas peur de se frotter à l'allemand standard et s'y essaient surtout pour endosser d'autres rôles. Cette langue leur est familière de par la télévision et les films et ils sont fiers de leurs connaissances linguistiques. Les enseignants et enseignantes intègrent cette fierté et ce plaisir à leur enseignement et les renforcent de manière ludique.

Pour beaucoup d'enfants, l'allemand est une deuxième voire une troisième langue. Les enfants qui se trouvent dans cette situation sont fortement sollicités en ce qui concerne l'apprentissage des langues. Les efforts qu'ils fournissent en la matière sont toutefois fructueux car savoir s'exprimer en dialecte et en langue standard favorise l'accès à notre culture, contribue à la réussite scolaire et accroît les chances sur le marché du travail. Ajoutons enfin qu'être capable de s'exprimer de manière appropriée est très important pour l'intégration sociale.

Usage du dialecte dans la Basisstufe

L'enseignement dans la Basisstufe se fonde à la fois sur le Plan d'études de l'école obligatoire et sur le Plan d'études de l'école enfantine. Cela permet de garantir que les enfants apprennent à s'exprimer de manière adéquate en dialecte. La demande de l'auteur de la motion selon laquelle le dialecte doit être renforcé dans la Basisstufe est donc satisfaite.

En conclusion, le Conseil-exécutif constate que la loi n'est pas l'instrument adéquat pour accueillir une disposition rendant obligatoire l'utilisation du dialecte dans l'enseignement. Il estime par ailleurs que la réglementation actuelle est suffisante pour satisfaire à la demande de l'auteur de la motion.

Proposition du Conseil-exécutif:

Rejet

Erich Hess, Berne (UDC). Das Thema, über das wir nun diskutieren, ist ein Integrationsthema. Es ist wichtig, dass Ausländer gerade in städtischen Regionen schon früh Berndeutsch lernen. Weshalb ist das ein Integrationsthema? Wenn sie mit sechzehn immer noch nicht richtig Berndeutsch können, haben sie viel grössere Probleme, letztlich eine Lehrstelle zu finden. Deshalb ist es wichtig, dass schon die Kindergärtler wirklich Berndeutsch lernen. Denn es liegt schlussendlich nicht am Schweizer Pass oder eben am ausländischen Pass, dass jemand keine Lehrstelle findet. Es liegt ausschliesslich an der Integration. Und ein grosser Teil der Integration besteht eben auch darin, dass man Berndeutsch sprechen kann, wenn man irgendwo arbeitet. Die Regierung sagt, in grossen Teilen des Kantons sei das umgesetzt; es werde in der Basisstufe und auch im Kindergarten Berndeutsch gesprochen. Aber gerade in der Stadt Bern, wo die Integration der Ausländer am wichtigsten wäre, weil wir auch am meisten haben, wird in den meisten Kindergärten – sicher in der Hälfte – in der Regel eigentlich Hochdeutsch gesprochen. Das ist schlecht. Wenn wir eine wirkliche Integration der Ausländer wollen, müssen wir sie früh integrieren. Man muss möglichst rasch dafür sorgen, dass man beim Sprachgebrauch zwischen Schweizern und Ausländern keinen Unterschied mehr hört. Der Regierungsrat hat hier einfach Angst, dass er im Kindergarten gesetz ein Artikelchen mehr machen müsste. Das ist aus seiner Antwort ersichtlich. Es sagt, das sei im Prinzip schon umgesetzt. Das ist aber nicht der Fall, wenn man sieht, dass in mehr als der Hälfte der Stadtberner Kindergärten Hochdeutsch gesprochen wird. Deshalb bitte ich den

Rat, die Motion im Interesse der Kinder anzunehmen, damit sie sich früh gut integrieren können.

Peter Gasser, Bévillard (PS). En lisant le titre de la motion, plusieurs d'entre vous ont certainement opiné inconsciemment du chef, puisque l'utilisation du dialecte à l'école enfantine dans la partie germanophone du canton semble une évidence. Toutefois, le titre est trompeur, car ce n'est pas la réelle demande du motionnaire. Dans les faits, notre estimé collègue fait une légère confusion. L'école enfantine est constituée des deux premiers degrés de la scolarité obligatoire d'un enfant. Son parcours continuera ensuite avec la première année de l'école primaire. Or, il demande que l'enseignement soit dispensé en dialecte au cycle élémentaire, soit à l'école enfantine, mais aussi en première et deuxième années de la Basisstufe. Utiliser le dialecte à l'école enfantine dans la partie alémanique est déjà une réalité. Certes, il n'est pas interdit d'y parler également le Hochdeutsch, mais celui-ci y restera limité à sa portion congrue. Par contre, pendant la Basisstufe, les enseignants doivent, et ce n'est pas un vœu pieux, apprendre aux enfants à lire et à écrire en Hochdeutsch. Quand bien même notre quérulent collègue voudrait imposer le dialecte, il est impossible d'acquérir les compétences de lecture et d'écriture du Hochdeutsch en utilisant le dialecte.

Par ailleurs, permettez-moi de relever une autre incohérence dans cette proposition. Le dialecte alémanique n'est pas unique, mais il se décline de très nombreuses manières. Je ne suis pas certain qu'une personne utilisant le dialecte haut-valaisan soit parfaitement comprise dans une classe emmentaloise. Être fier et cultiver ses origines ne signifie pas pour autant le rejet du progrès. Utiliser le Hochdeutsch n'est pas en opposition avec la «suissitude», ni avec le dialecte, puisqu'il s'agit bien plus d'une évolution que d'une deuxième langue. Notre patrimoine linguistique ne s'arrête pas en 1515! Quant aux connaissances pédagogiques de M. le député Hess, je serais heureux d'en obtenir les références afin de me perfectionner, car jusqu'à présent, je n'ai pas lu de tels propos dans des études. C'est donc pour toutes ces raisons, que je vous prie, au nom du groupe PS-JUSO-PSA, de rejeter cette motion.

Hans Rudolf Vogt, Oberdiessbach (PLR). Ich stelle den Antrag, die Motion anzunehmen und gleichzeitig abzuschreiben. Aus unserer Sicht ist dieser Vorstoss unnötig. Im Kindergarten sowie in der ersten und der zweiten Klasse wird heute wie auch in den letzten Jahrzehnten grösstenteils Mundart gesprochen. Mundart ist heute aber sicher nicht mehr immer Berndeutsch, sondern Schweizerdeutsch oder auch einmal Hochdeutsch, genauso, wie wir es auch hier im Ratssaal erleben. Es soll auch erlaubt sein, einen englischen Song oder eine chanson française zu singen und sicher auch eine Geschichte auf Hochdeutsch vorzulesen. Deshalb macht es keinen Sinn, ein Gesetz zu ändern und die Mundart fest vorzuschreiben. Die FDP-Fraktion ist deshalb für Annahme und gleichzeitige Abschreibung dieses Geschäfts.

Samuel Graber, Horrenbach (UDC). Die Forderung von Motionär Hess ist wohl berechtigt, sie ist aber, wie man sehen kann, nicht überall durchführbar. Die heutige Regelung geht der SVP-Fraktion weit genug, vor allem, weil sie genügend Spielraum offen lässt. «Me mues nid, aber me cha», wie man so schon auf Berndeutsch sagt. Zudem wird dieser Spielraum grösstmöglich den Lehrpersonen überlassen. Der Lehrplan Kindergarten ist ohne spezifische Angaben zum Umgang mit der Mundart respektive mit der Standardsprache formuliert. Hochdeutsch ist im Kindergarten indessen nicht verboten. Es ist klar, dass es in der Mundartanwendung Unterschiede zwischen Stadt und Land geben kann. Aber genau da ist die Flexibilität vorhanden. Ihr wird mit der heutigen Regelung Rechnung getragen. Ich kann Ihnen ein Beispiel geben: Als unser ältester Sohn drei-, vier- und fünfjährig war, kam er mit uns auf die Alp. Dort durften wir während des Sommers relativ viele deutsche Gäste bewirten. Und gerade in diesen Jahren hat er sich mit diesen Leuten relativ intensiv auf Hochdeutsch verständigt. Und ich kann Ihnen versichern: Er spricht heute perfekt Berndeutsch. Zusammenfassend kann man festhalten, dass der Spielraum und die Flexibilität aus Sicht der SVP gegeben sind. Deshalb ist die SVP-Fraktion mehrheitlich für die Ablehnung der Motion.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (pvl). Im Juni 2011 hatte Erich Hess einen Vorstoss eingereicht, den er anschliessend zurückzog, weil das Französisch gefehlt hatte. Er reichte dann eine praktisch identische Motion ein, die 2012 mit 110 gegen 28 Stimmen abgelehnt wurde. Weil er nun nach zwei Jahren dasselbe noch einmal aufwärmt – dieses Mal will er es allerdings nicht nur im Kindergarten, sondern in der gesamten Basisstufe –, betreibe auch ich Politrecycling und sage mit einigen

Kürzungen noch einmal dasselbe wie damals. Diejenigen, die damals anwesend waren, können nun also eine Pause machen, und die Protokollführerin kann einfach das Tagblatt vom März 2012 hervorheben; sie muss lediglich die Partei anpassen. Es ist völlig richtig, wenn Erich Hess feststellt, dass die Mundart einen wichtigen Teil unserer Identität ausmacht. Ebenfalls richtig ist, dass nicht die Standardsprache unsere Muttersprache ist, sondern eben unsere Dialekte. Aber genau da beginnen schon die Probleme. (*L'orateur s'exprime en dialecte saint-gallois* :) Mer chönn ja scho hie inne afange, nöd. S git ebe nid nur ai Mundart. Mir hönd scho hie inne en Art schprachlechs Babel. (*L'orateur s'exprime en dialecte grison* :) Mir hend in dr Schwyz über hundert verschidnegi Dialekt, aina schöner als dr ander. Und a jeda het syner Aigehaite, und die sötty ma pflega. (*L'orateur s'exprime en dialecte bâlois* :) Mir kenne zum Gligg hie no überall schwätze, wi uns dr Schnaabel gwagsen isch. Da bruuchts kaini Verbot und kaini Vorschrifte. (*L'orateur s'exprime en dialecte de Brienz* :) Ja, un i wellti sogar säge, dass mir iis öu meischstens verschtään, olt nid, Geri? Et si non, ce n'est pas le problème des différents dialectes, c'est des fois un problème idéal, spécialement en politique.

Eine Sprache muss man leben, und sie muss leben. Mundart, die nicht mundet, entartet. Sprachen entwickeln sich und passen sich der Gesellschaft an. Man kann sie nicht mit gesetzlichen Vorschriften schützen und bewahren. Man muss die Mundart nicht pflegen, denn sie ist nicht krank. Das sagt Pedro Lenz. Er sagt aber auch, die Sprache lerne man über die Ohren: U wüll chlyni Ching no chlyni Öhrli hei, seit me äbe em Früeänglisich uf Nöidütsch o «Öhrli Inglish» (Early English). Einen solch kreativen Umgang mit der Sprache lernt man nur, wenn man dazu nicht zu viele Vorschriften bekommen hat. Auch die Wirtschaft wird keine Freude daran haben, wenn wir mit Verboten dafür sorgen, dass die Jugendlichen, wenn sie aus der Schule kommen, noch schlechter mit der Sprache umgehen können, als es mit ihrer SMS-Deformation ohnehin schon der Fall ist. «Wenn tuesch pouste, tuen i laike»: So spricht man Mundart in Zeiten des «Gesichtsbuchs» (Facebook).

Wie auch der Regierungsrat in seiner Begründung schrieb, ist es nicht so, dass der Basisstufe Hochdeutsch vorgeschrieben wäre. Im Gegenteil findet der Unterricht in den Kindergärten bereits jetzt mehrheitlich in Mundart statt. So soll es auch in Zukunft bleiben. Die frühe spielerische Auseinandersetzung mit der Sprache ist aber immens wichtig für die Entwicklung eines Sprachgefühls. Unsere offizielle Landessprache ist nun einmal nicht Schweizerdeutsch, sondern Hochdeutsch, auch wenn es nicht unsere Muttersprache ist. Ich wage zu behaupten, dass unsere Hemmungen gegenüber unserer ersten Fremdsprache, die wir in der Schule zu lernen haben, um etliches kleiner wären, wenn wir alle früher Kontakt mit der Hoch- beziehungsweise unserer Schriftsprache gehabt hätten. Ein grosser Vorteil unseres kleinen Landes ist unter anderem, dass wir auf engem Raum mehrere Sprachen sprechen. Diesen Vorteil sollten wir uns nicht verbauen. Es verlangt ja niemand, dass jetzt nur noch Hochdeutsch gesprochen werden soll. Aber wir möchten die heutige liberale Lösung beibehalten. Stellen Sie sich einmal vor, was passieren würde, wenn man nur noch Mundart sprechen dürfte! Dann müssten Sie auch die deutschen Kinderverse in die Mundart übersetzen, was nicht ganz einfach, wenn nicht sogar unmöglich ist. Ich bringe hier zum Abschluss eins, das mir passend scheint: «Die Kuh macht Muh, weiss jedes Kind, das ist 'ne Eigenart vom Rind; schon Kälber lernen dies recht früh – ohne sonderliche Müh.» Die glp-Fraktion lehnt die Motion einstimmig ab.

Annette Toggwiler-Bumann, Ostermundigen (pvl). (*L'oratrice s'exprime en dialecte valaisan* :)

Ich he Schwäin ghä, eifach nur Schwäin ghä, dass innerhalb var Schwitz die Gränze no offund sind. Das git mier d Möglichkeit, dum Grossrat Hess ds erkleru, dass schini güet gmeint Motion appa nid ganz durchdacht isch. Wenn d Chindergärtneri dum Nick seit, är sele nid züe zafferu, är sele jetzu emal uf ds Gabine ga, de versteit där kei Pögg. Und wenn d Nina am Morgu zer Port icher chunnt, und d Chindergärtneri mein: «Hesch dü hittu en hibschi Tretscha. Ich he in dienum Alter immer en Tschüppu ghä», de versteit öi d Nina nid, um was dass geit. Und wenn de afangs Mai d Chindergärtneri meint, zum Muettertäg tie wer es Foscher bietzu, wissund die Chinder nid, wasch miessund machu. Dr gross Vorteil vam Hochtitisch im Chindergartu isch de nämlich öi gad, dass mo am Abund vor dum schlafe de Kinder dr Globi oder dr Papa Moll uf Titsch chad vorläsu, und nieme no müess übersetzu. In däm Sinn empfähl ich Eiw d Motion zehr Ablehnig.

Mohamed Hamdaoui, Bienne (PS). C'était presque juste. Jetzt längts! Moi, franchement, j'en ai un petit peu marre de ce genre de débat. Il y a de cela quelques mois, j'ai fait partie des Welsches qui ont soutenu le fait que vous puissiez continuer, dans cet hémicycle, à parler en Berndütsch. Je l'ai

fait par respect pour vous, par respect pour votre identité, qui est aussi la mienne, et accessoirement parce que nous avons d'excellentes interprètes. Mais maintenant, cela suffit, parce que vous vous attaquez à quelque chose de sérieux, c'est l'école obligatoire publique, pire encore, c'est le début de l'école obligatoire publique. C'est-à-dire un moment important, particulièrement symbolique pour nos chères petites têtes blondes, brunes ou noires, où on apprend progressivement à quitter le monde des parents et du quartier pour entrer dans un monde où il y a des codes et où le but principal est de faire de nous des citoyennes et des citoyens de nationalité suisse ou en tout cas intégrés dans ce pays. Je souris lorsque j'entends le motionnaire dire que c'est pour favoriser l'intégration des petits étrangers. Mais bon sang de bois, moi quand j'ai appris le Berndütsch, c'était pas à l'école, c'était dans la cour d'école, dans les clubs de foot, à la fanfare. C'est dans ces endroits-là où il faut favoriser l'intégration des petits étrangers et pas à l'école obligatoire, ce n'est pas véritablement son rôle numéro un. Il y a une autre raison qui m'amène à m'opposer à cette motion et c'est une raison assez grave. Dans tous les pays en Europe, il y a actuellement des débats identitaires. Ils apportent beaucoup de voix aux partis qui les entretiennent, mais regardez la situation catastrophique sur laquelle ça débouche. Regardez en France, le débat sur l'identité nationale n'a fait qu'accroître le communautarisme. Est-ce que c'est ce que nous voulons? Une dernière chose. Ces débats identitaires débouchent sur une surenchère absolument incroyable. Aujourd'hui vous demandez cela, demain c'est vite vu, vous demanderez qu'on repousse l'enseignement du français dans l'école primaire, comme cela se fait déjà hélas dans certains cantons. Après-demain, ce sera quoi? Moi je dis non à cette tactique du salami qui ressemble de plus en plus à une tactique du cervelas.

Bernhard Pulver, directeur de l'instruction publique. Grossrat Hess möchte, dass im Gesetz festgeschrieben wird, was heute schon im Lehrplan gilt, nämlich Mundart im Kindergarten. Mundart im Kindergarten und weitgehend auch in der Basisstufe ist unbestritten und als Postulat weitgehend erfüllt. Ich fände es jedoch falsch, so etwas im Gesetz festzuhalten. Grossrat Hess macht sich Sorgen, dass wir vielleicht den Aufwand scheuen, um einen Artikel und einen Vortrag zu schreiben. Das ist jedoch nicht das Problem, das würden wir gerne machen. Grossrat Graber hat indessen die Argumente, die dagegen sprechen, vorgebracht. Müssen wir so etwas tatsächlich im Gesetz fixieren? Schule ist etwas Lebendiges. Sie lebt von Beziehungen, nicht von Paragraphen. Deshalb bin ich der Meinung, dass die Flexibilität in einer Schule erhalten werden muss. Die Lehrpersonen sind keine Maschinen, denen man vorschreibt, dass sie im Kindergarten 86 Prozent Mundart und 14 Prozent Hochdeutsch sprechen müssen. Das verlangt der Motionär zwar nicht, aber in anderen Kantonen wurde darüber diskutiert, ins Gesetz 70 Prozent Mundart und 30 Prozent Hochdeutsch aufzunehmen. So funktioniert die Schule jedoch nicht. Schule besteht aus Beziehungen zwischen Lehrpersonen und Schülerinnen und Schülern, und nur wenn diese Beziehungen funktionieren, lernen die Kinder etwas. Es wäre eine falsche Vorstellung, ins Gesetz schreiben zu wollen, wann man Hochdeutsch sprechen muss. Die Schule funktioniert und darf nicht verreglementiert werden. Die Lehrpersonen wissen, wann sie Hochdeutsch und wann Mundart einsetzen müssen. Sie sind Profis und wissen, dass es unterschiedliche Situationen gibt. Sie machen es richtig. Geben wir ihnen also unsere Unterstützung und verzichten wir darauf, solche Sachen ins Gesetz zu schreiben.

La présidente. Nous passons au vote. Ceux qui acceptent cette motion votent oui et ceux oui la refusent votent non.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Rejet

Oui 9

Non 126

Abstentions 1

La présidente. Vous avez rejeté cette motion.